

donc décidé de s'armer eux-mêmes. Ils ont acheté 800 fusils de chasse aux États-Unis pour équiper leur bataillon, ainsi que six mitraillettes Thompson. Je dois souligner qu'ainsi que je le disais il y a quelques instants, ces armes ont été achetées avec des fonds recueillis dans la localité.

Ces caisses n'étaient pas alimentées par les deniers publics. Les gens qui les constituaient n'échappaient pas à l'impôt sur le revenu. Ces gens ont acheté les armes dont je parle grâce aux sommes souscrites. En plus du prix d'achat de ces armes,—importées des États-Unis parce qu'on n'en pouvait trouver au Canada,—ils ont acquitté des droits de douane formant la somme rondelette de \$3,000, et ils n'ont jamais pu obtenir une remise des droits ainsi payés sur les armes qu'ils ont achetées aux États-Unis et dont ils avaient besoin.

Ils ont voulu se procurer ensuite un char blindé. Le Gouvernement leur a dit qu'on ne pouvait construire un char blindé au Canada. J'ai parlé de la chose l'autre jour, alors que je m'en remettais presque exclusivement à ma mémoire. Je me souvenais de cet incident, vraiment dramatique, un de ces faits qui s'ancrent dans la mémoire. Cependant, comme cela remonte à une quinzaine d'années, j'ai pensé de demander des précisions à ceux qui avaient participé à l'entreprise.

Je puis dire ce soir que l'industrie d'Hamilton a travaillé à la construction de ce char blindé. Nos amis qui siègent à ma gauche prétendent que l'industrie reste inactive si on ne la paie pas. Je leur signale que le premier char blindé soudé à être construit au Canada a été réalisé par l'effort combiné des industries d'Hamilton, et qu'il a été construit à titre bénévole. Cela a été une initiative patriotique.

Ce char blindé a été fabriqué par des industries locales. On l'a équipé des mitraillettes Thompson, que j'ai mentionnées tantôt et à l'égard desquelles on avait acquitté des droits. Un officier et un équipage appartenant à une unité militaire d'Hamilton l'ont armé. Ce personnel militaire a reçu, pour cette tâche, la solde et les allocations prévues dans l'armée, et ces dépenses, encore une fois, n'ont pas été acquittées au moyen des deniers publics, mais au moyen des fonds gracieusement fournis par les citoyens d'Hamilton.

C'est seulement après qu'on eut démontré que l'industrie canadienne était capable de produire des véhicules blindés que le Gouvernement a accordé quelque attention à ce qui s'était fait à Hamilton. Le véhicule a ensuite été éprouvé à fond et mis à l'essai à Camp-Borden. Le général Worthington, que

[M^{me} Fairclough.]

tous les députés connaissent bien, a apporté les plans et devis du char à Ottawa et, finalement, le Canada s'est mis à produire des chars de combats et autres véhicules blindés.

Il y a deux raisons pour lesquelles je parle de cela une seconde fois. Je veux d'abord montrer que les Canadiens ont foi en leur pays et en eux-mêmes.

Je le mentionne également afin de réfuter les allégations des socialistes qui siègent à ma gauche, bien qu'elles soient à peine dignes d'être remarquées. Les socialistes, chaque fois que l'occasion leur en est offerte, prennent la parole pour prêter à toute l'industrie du Canada des intentions qui, pour ne pas dire davantage, ne sont pas patriotiques. Le ministre lui-même, je sais, reconnaît avec moi que l'industrie au Canada, loin d'avoir manqué de patriotisme, a joué un rôle dans la production de défense au pays, a collaboré avec le Gouvernement ce qui, au lieu d'être tourné en ridicule par les socialistes, devrait être hautement loué à tout point de vue. Je viens d'une ville industrielle et je pense que je suis au courant de ce dont je parle. Les socialistes des plaines de l'Ouest du Canada peuvent bien parler du manque d'effort patriotique de la part de l'industrie en général mais ils feraient mieux de s'en tenir aux sujets qu'ils connaissent, laissant à ceux qui viennent des circonscriptions industrielles...

M. Winch: Nous avons en Colombie-Britannique des industries, d'importantes industries.

Mme Fairclough: Trouvez-vous, mon ami, que l'industrie en Colombie-Britannique manque de patriotisme? Constatez-vous qu'elle refuse de collaborer? Pensez-vous que ces gens n'assument pas la part de responsabilité, de responsabilité civique qui leur incombe?

M. l'Orateur: A l'ordre.

Mme Fairclough: Je regrette, monsieur l'Orateur.

M. Winch: On m'a posé une question à laquelle je ne peux répondre qu'en rappelant les paroles prononcées par le ministre de la Production de Défense, durant la dernière guerre, quand il a dit avoir des ennuis, parce que si on limitait l'industrie à un bénéfice de 5 p. 100, elle ne collaborerait pas.

M. Fleming: Il n'a pas dit cela.

M. Winch: Ces paroles figurent au hansard.

M. Fleming: Même lui ne s'est pas exprimé ainsi.

Mme Fairclough: Je vous présente mes excuses, monsieur l'Orateur. Je me rends compte que nous nous écartons un peu du sujet. Je comprends que ce n'est pas moi, mais le ministre qui doit répondre au point soulevé